



L'ENTRETIEN JEAN-YVES LE NAOUR

En 1914, tous prévoyaient une année de paix

A la veille de la déclaration de guerre, les Français avaient la tête ailleurs. Ils profitaient d'un été qui s'annonçait particulièrement beau et chaud... Un historien analyse le climat d'insouciance qui régnait alors dans notre pays.

GEO HISTOIRE : La France d'avant 1914 vit-elle vraiment une «Belle Epoque» ?

Jean-Yves Le Naour : «Belle Epoque» est une expression qui a été inventée après 1918. Dans un pays qui était alors ravagé par l'inflation, écrasé sous le poids des morts, c'était une manière de porter sur le passé un regard emprunt de nostalgie et de remords. Mais toute cette période précédant 1914 a été marquée par des conflits sociaux très vifs, et par l'angoisse de la guerre. Ça n'avait rien d'une belle époque. Ce qui est étrange, c'est que si les contemporains parlaient beaucoup des risques de conflit, ils n'y croyaient pas vraiment, car cela faisait plus de quarante ans qu'ils vivaient en paix. C'est énorme, comparé aux générations précédentes.

Cette hantise de la guerre est-elle une conséquence du conflit franco-allemand de 1870 ?

L'esprit de revanche est entretenu dans les premières décennies suivant la défaite et la perte de l'Alsace-Lorraine. A l'école, les enfants font même des exercices avec des fusils de bois. Mais dans les années 1890, on commence à ranger les fusils de bois au pla-

card. Vingt ans se sont écoulés et, avec la nouvelle génération, l'esprit de revanche s'est progressivement délité. A cette époque, la France n'a d'ailleurs pas la possibilité de défier l'Allemagne. Cette dernière dispose de la première armée du monde.

Les relations entre la France et l'Allemagne sont-elles pour autant apaisées ?

La France a toujours peur de l'Allemagne. L'Allemagne, c'est 65 millions d'habitants contre seulement 39 millions en France. Et une natalité bien supérieure à celle de la France.

Quant à l'Allemagne, elle a déjà battu la France en 1871, elle sait qu'elle peut le refaire. Elle la considère comme une nation frivole et inconstante, mal préparée à la guerre. Les pangermanistes (ndlr : mouvement prônant un seul Etat pour tous les germanophones d'Europe) portent déjà en eux les germes du nazisme. Ils se considèrent comme une race supérieure et virile. A leurs yeux, la France est une nation dégénérée. Elle a autrefois rayonné mais elle s'est abâtardie dans le plaisir et le confort. En revanche, le pays qui fait peur à l'Allemagne, c'est la Russie. Même si son armée

Retour sur les lieux du crime

Docteur en histoire, Jean-Yves Le Naour est spécialiste de la Première Guerre. Il a publié une vingtaine d'ouvrages, dont «Les Soldats de la honte» (éd Perrin, 2011) ou «1914, la grande illusion» (éd. Perrin, 2012). On le voit ici à la terrasse de la brasserie du Croissant, rue Montmartre, à Paris. Elle est située à l'emplacement du café du Croissant où fut tué Jean Jaurès, le 31 juillet 1914.



Pirella Göttsche / Agence WU

est moins forte que celle de France, la Russie, c'est une marée humaine de plusieurs millions d'hommes. En plus, c'est un pays en forte expansion, avec une croissance annuelle de 5%. Son armée et son chemin de fer sont en plein développement. A terme, elle sera en situation de supériorité par rapport à l'Allemagne.

Du côté français, l'Allemagne est-elle le seul pays ennemi potentiel ?

Dans les années 1890, l'ennemi, c'est plutôt l'Angleterre. Il y a sans cesse des confrontations diplomatiques, liées aux questions coloniales. La plus importante est celle qui a lieu à Fachoda en 1898, qui va pratiquement mener les deux pays à la guerre. Il faut toute la clairvoyance d'un homme comme Théophile Delcassé, aux Affaires étrangères, pour faire passer l'idée que deux ennemis en Europe, c'est un de trop. A partir du moment où l'Etat français adopte ce point de vue, il fait le deuil de la question coloniale pour se recentrer sur l'Europe. Il y a un échange de territoires avec l'Angleterre. L'Egypte est troquée contre le Maroc. Et c'est le début du rap-

prochement entre la France et la Grande-Bretagne, l'Entente cordiale, qui sera signée en 1904.

Au début du siècle, des lois successives modifient la durée du service militaire en France. Peut-on considérer qu'elles sont le baromètre des tensions internationales ?

Tout à fait. En 1905, par exemple, après l'alliance avec l'Angleterre, on passe de trois ans de service militaire à deux ans. On est vraiment dans une période de détente. Mais à partir de 1905, il y a la crise de Tanger, puis en 1911, la crise d'Agadir (ndlr : voir page 36, notre article sur Agadir). C'est cette dernière qui ravive l'antagonisme franco-allemand. On imagine alors que s'il y a une guerre, elle sera courte, et que ce sera un choc entre deux armées d'active. Pour faire face aux effectifs allemands mieux vaut disposer de trois classes sous les drapeaux plutôt que de deux. C'est le but de la loi des trois ans qui est votée en 1913. L'idée, c'est surtout de se protéger. Mais les Allemands ne le voient pas de cet œil. Pour eux, c'est la preuve que la France prépare la guerre. Le problème de cette période c'est qu'il y a une

Pour Jean-Yves Le Naour (ici, en compagnie de nos journalistes), une phrase saisissante de Jules Isaac, un historien des années 1930, résume l'état d'esprit général au début du conflit : la guerre «parut tomber sur le monde comme une avalanche»...

paranoïa générale. Tous les pays se préparent au conflit et tous voient dans les préparatifs de leurs voisins une volonté d'agression. C'est ce qui se passe aussi avec les alliances. A partir de 1907, on a deux systèmes diplomatiques qui se font face : la Triple (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie) d'un côté, et la Triple Entente (France, Angleterre, Russie) de l'autre. Ces systèmes sont là pour garantir la paix, pour tenir l'autre en respect. Et finalement, ces systèmes défensifs vont se transformer en un engrenage belliciste.

Cela ressemble presque au climat de la Guerre froide, cinquante ans plus tard...

Oui c'est vrai. A partir de 1911, il y a cette dimension, mais sans l'arme nucléaire, et donc sans son effet dissuasif. «Paix impossible, guerre improbable», a écrit Raymond Aron pour décrire la Guerre froide. Avant 1914, c'est plutôt paix impossible, mais guerre probable.

Et l'opinion publique pousse-t-elle à la guerre ?

Non. Il n'y a pas de véritable parti de la guerre en France. La Ligue des Patriotes, par exemple, dirigée par Maurice Barrès, ne compte que quelques milliers d'individus. Ces gens ne représentent qu'eux-mêmes, ou peu s'en faut. Certes, «L'Action française» de Charles Maurras est très influente dans les milieux intellectuels, mais son ennemi, c'est la République, pas l'Allemagne. Evidemment, elle est nationaliste et antiallemande, mais elle ne réclame pas la guerre. En revanche, elle estime que la France doit être prête à répondre à une attaque allemande. Globalement, depuis 1871, l'armée est devenue populaire. Mais ce soutien à l'armée n'a rien de belliciste. L'armée incarne la nation. C'est la force de la France, sa sécurité.

Et les pacifistes ?

Il y a bien quelques pacifistes, mais ils sont une poignée. Les adversaires de la Loi des trois ans par exemple, Jean Jaurès, Joseph Cail- laux... ne sont pas des pacifistes. Ils s'opposent à ce qu'on renforce une armée d'active. Pour eux, la solu-



Paolo Verzoni/Agence VU

Dans les caricatures de droite, on présente Jaurès avec un casque prussien, ouvrant la frontière aux Allemands

tion, c'est de compter sur une armée de réserve. D'une certaine manière, ils poussent à une militarisation de la société. C'est tout à fait conforme à l'esprit révolutionnaire de 1793 : il faut donner des armes au peuple. A droite, on brocarde ces hommes. On présente Jaurès avec un casque prussien, ouvrant la frontière aux Allemands. Or, il ne veut pas le désarmement. Il croit à la guerre défensive. Quant à Caillaux, c'est l'homme à abattre...

Pouvez-vous nous dire quelques mots sur l'affaire Caillaux ?

Joseph Caillaux devient président du parti radical en octobre 1913. Si la gauche remporte les élections législatives de mai 1914, c'est donc lui qui deviendra pré-

sident du Conseil. Or Caillaux défend un retour du service militaire à deux ans. De plus, il préconise l'adoption d'un impôt sur le revenu. Pour la droite, ce serait une catastrophe. Il faut à tout prix le faire chuter, par tous les moyens, que ce soit la calomnie ou encore les attaques privées. C'est ce que fait Gaston Calmette, le directeur du «Figaro». Pour décrédibiliser Joseph Caillaux, il publie des lettres privées que ce dernier a adressées à sa maîtresse. Cette dernière, devenue entre-temps Madame Caillaux, est bien décidée à défendre l'honneur de son mari. Le 16 mars 1914, elle fait irruption dans le bureau de Gaston Calmette et le tue de six balles de revolver. Evidemment, ce scandale met un coup d'arrêt à l'ascension politique de Caillaux.

Peut-on penser qu'un gouvernement Caillaux aurait été en mesure d'infléchir le cours de l'Histoire ?

Il est difficile de répondre. Nous ne sommes plus dans le domaine de l'Histoire mais dans l'uchronie. Ce qui est certain, c'est que Caillaux était plutôt partisan d'une entente avec l'Allemagne. Pour lui, la guerre était une absurdité qui allait ruiner l'Europe. Il a même approché Jean Jaurès pour lui proposer le ministère des Affaires étrangères, dans l'éventualité où lui-même deviendrait président du Conseil. Seulement, la SFIO, qui était la section française de l'Internationale ouvrière, avait pour mot d'ordre de ne pas participer à un gouvernement bourgeois. Un accord de Jaurès aurait à coup sûr provoqué une crise dans le parti.

Dans le même temps, au moment des élections, il a prononcé cette phrase : «L'heure des responsabilités pour le parti socialiste a sonné.» Ce qui laisse penser qu'il était prêt à franchir ce pas. Imaginez un gouvernement Caillaux et Jaurès ! Cela aurait été un signal fort envoyé à l'Allemagne, signifiant que la France ne voulait pas la guerre. Mais là, on est dans la fiction. Le procès de Madame Caillaux a lieu en juillet et elle n'est acquittée que le 28 juillet, quatre jours avant la mobilisation. Le 31, Jaurès est assassiné.

En 1914, paradoxalement, l'Europe semble connaître une période de détente...

En effet, elle survient après la deuxième guerre balkanique, en 1913, qui a été un moment de tension extrême. L'Autriche-Hongrie a été à deux doigts d'entrer en guerre contre la Serbie, ce qui aurait entraîné la Russie dans le conflit. Si l'Allemagne n'avait pas retenu le vieil Empire à ce moment-là, on risquait la conflagration européenne. Une fois passée cette crise brûlante, on a l'impression d'entrer dans une période de calme. Un signe ne trompe pas : les prédictions des voyant(e)s en 1913 et 1914. Bien entendu, ces gens ne lisent pas dans le futur, mais ils sont une caisse de résonance du temps présent, le reflet de l'opinion. En janvier 1913, tous prédisaient la guerre. Mais en janvier 1914, persuadés que le pire est passé, ils s'accordent pour prédire une année de paix ! Et effectivement, pendant les six premiers mois, il n'y a aucune tension internationale. Jusqu'à l'attentat de Sarajevo. Il y a bien un moment d'inquiétude après cet assassinat, mais ça passe vite. On est en juillet, il fait chaud, les gens sont insouciant. Et puis il y a le procès Caillaux qui fait la une des journaux et qui éclipe tout le reste. La France est complètement fascinée par cette affaire. Madame Caillaux sera-t-elle acquittée ? Est-ce que Caillaux pourra revenir à la politique ? C'est du sensationnel. Imaginez que Carla Bruni ait tué Edwy Plenel ! C'était aussi incroyable que ça, l'affaire Caillaux !

Et c'est au milieu de cette insouciance que le conflit éclate...

Oui, c'est un paradoxe. Quand l'affiche blanche de mobilisation est affichée sur les murs le 2 août 1914, c'est la stupéfaction, l'incompréhension... Il y avait eu tellement de crises auparavant, toutes avaient été réglées. Pourquoi pas celle-là ? Comme l'écrivait l'historien Jules Isaac en 1933, cette guerre dont on parlait tant, qui avait été prédite tant de fois, «parut tomber sur le monde comme une avalanche». ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
VALÉRIE KUBIAK ET J.-M. BRETAGNE